

L'Agence nationale de la recherche en quarantaine, vite !

La crise provoquée par le SARS-CoV-2 étant brutalement entrée dans sa phase aiguë, un appel à la recherche, en vue de trouver des moyens d'endiguer l'épidémie de CoviD-19, a été lancé par le gouvernement. On ne rattrapera pas le temps perdu à ne pas financer comme elles auraient dû l'être les équipes qui travaillaient, depuis le début du siècle, sur les coronavirus. Mais il faudrait au moins, maintenant, ne pas faire exprès de perdre encore du temps.

Or à l'heure – car c'est pratiquement une question d'heures – où il conviendrait de doper sans retenue toutes les équipes qui travaillent sur le SARS-CoV-2 et les systèmes qui peuvent lui être apparentés, que fait le gouvernement ? Il charge l'ANR de lancer un appel à projets ! Toujours avec les mêmes idées négatives : 1°) ne risquer dans l'affaire sou qui soit mal placé 2°) ne pas s'exposer à financer des équipes qui pourraient ne rien trouver ... 3°) surtout ne pas faire confiance directement aux établissements publics de recherche, en particulier ne tenir aucun compte de la continuité de leur culture scientifique, de leurs capacités de réaction immédiate ni de leurs compétences collectives ...

Cette mascarade, ridicule en temps normal, est aujourd'hui potentiellement criminelle. Il faut, sans attendre - sans détour par l'ANR - financer sans restriction, « quoiqu'il en coûte », les équipes de recherche qui peuvent travailler sur le SARS-CoV-2. Des crédits doivent être alloués pour cela immédiatement au CNRS, à l'INSERM, à l'IRD et à l'INRAE.

Tristement célèbre est désormais, depuis quelques jours, l'interview de notre collègue Bruno Canard*. Elle révèle que nous avions, en France, des spécialistes qui avaient commencé d'étudier de nouveaux virus de la famille des coronavirus à l'occasion de l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) de 2002-2003. Ils et elles ne demandaient pas mieux que d'approfondir le sujet, en cherchant notamment à développer des médicaments ou des vaccins contre ce type de virus responsable du syndrome ... et à qui le SARS-CoV-2 ressemble comme un petit frère. Hélas l'Europe, frappée aussi par le virus de la projectivité (cf. SNCS-Hebdo 2018 n°3 [Les ComUE cannibales](#)) a estimé, une fois la fièvre du SRAS de 2003 retombée, que le sujet n'était plus porteur. « L'Europe s'est désengagée de ces grands projets d'anticipation au nom de la satisfaction du contribuable », raconte Bruno Canard, qui égrène ensuite la litanie de tous les projets dont le financement lui a été refusé, en premier lieu par l'ANR, et des dégâts - y compris des dégâts humains - produits sur son équipe par une précarité érigée en principe gouvernemental.

Dans la recherche comme à l'hôpital - dont les personnels vont subir de plein fouet, dans les prochains jours, les conséquences d'un court-termisme entretenu par les derniers gouvernements - les compétences et la force de travail ne peuvent pas apparaître comme par un coup de baguette magique. Il fallait embaucher, former, préparer ... Ne dit-on pas d'habitude que « gouverner c'est prévoir » ? Or nos soi-disant gouvernants ont laissé délibérément diminuer le nombre des médecins, des auxiliaires de santé, des chercheurs ... On ne fait pas impunément cadeau de 6 milliards d'euros par an, sous forme d'un lamentable inefficace « crédit d'impôt recherche », aux intérêts privés sans qu'un jour on doive en payer le prix. Aujourd'hui des médicaments anti-viraux ou des vaccins qui auraient peut-être pu être mis au point par Bruno Canard et ses collègues, et par d'autres équipes, si on les avait financés, ne sont pas là. Aujourd'hui toute la population paie le prix de cette inconséquence. Nous payons le prix de la « satisfaction du contribuable », qui n'a été, ces dernières années, que la satisfaction d'égoïstes actionnaires.

Le pire n'est jamais certain. La situation semble avoir frappé suffisamment les plus hautes autorités de l'Etat pour qu'on entende Emmanuel Macron déclarer solennellement, jeudi dernier 12 mars, « la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre Etat-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux (...). Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. » On espère que, parmi les biens et services en question, la recherche fondamentale, qui a été, comme l'hôpital, singulièrement maltraitée ces dernières années, verra son utilité reconnue, entre autres au bénéfice de la santé publique, et qu'elle sera à nouveau dotée en moyens qui lui permettent d'échapper aux « lois du marché », y compris celles du petit marché captif et désespérant des appels à projets.

On verra ce que nous réserve l'avenir, si on l'atteint, et si les cinq milliards promis aujourd'hui par le président Macron pour 2030 seront au rendez-vous ... En attendant, l'urgence est de libérer toutes les énergies disponibles pour la recherche contre la pandémie. Dans cette situation, l'idée de lancer un appel à projets via l'ANR paraît grotesquement déplacée. Combien de temps va-t-on encore perdre à formater, filtrer, sélectionner, jongler avec les crédits en multipliant les intermédiaires ? L'[appel à projets CoviD-19](#) échoit certes dans un avenir proche, le 23 mars, mais ce délai de 4 jours, c'est encore 4 jours de trop auxquels s'ajoutera le temps d'examen des projets et de rendu des résultats, dont l'échéance prévisible, après un processus en six étapes (*sic*), n'est même pas évoquée dans l'appel à projets ... Autant dire aux pompiers, qui attendent devant la maison qui brûle : « demandez la lance à incendie par écrit, on vous répondra » !

Cette façon de faire - dans laquelle il reste primordial qu'« une proposition pour être complète et conforme [comprenez] le formulaire en ligne entièrement renseigné ... » - est tragiquement dérisoire. Au cœur d'une catastrophe en pleine expansion, c'est le dernier degré de l'inertie mentale. Oublions l'ANR, qui n'a été bonne, dans le domaine, qu'à barrer des projets de recherche dont les résultats nous manquent cruellement aujourd'hui et arrosions, arrosions ! Il y a au CNRS, à l'INSERM, des équipes, des laboratoires, des instituts qui peuvent, immédiatement, organiser et lancer des recherches. Il va falloir des dizaines de milliards pour maintenir l'économie à flot « quoi qu'il en coûte » (*bis*). Distribuons donc aux chercheurs directement, sans attendre un jour de plus, ces pauvres trois petits millions, pour commencer.

* Cf. entretiens dans [Le Monde du 29 février](#), à l'[Université ouverte](#) le 4 mars et à [France 3](#) le 11 mars.